



Discours de l'Etat de l'Union dits des quatorze points pour la paix

Congrès des Etats-Unis, 8 janvier 1918

Messieurs du Congrès:

Une fois de plus, comme cela a déjà été fait à maintes reprises, les porte-parole des Empires centraux ont manifesté le désir de discuter des objets de la guerre et des bases possibles d'une paix générale. Des conférences ont été ouvertes à Brest-Litovsk entre représentants russes et représentants des puissances centrales auxquels l'attention de tous les belligérants a été invitée afin de déterminer s'il serait possible d'étendre ces discussions à une conférence générale au sujet de termes de paix et de règlement.

Les représentants russes ont présenté non seulement un énoncé parfaitement défini des principes sur lesquels ils seraient disposés à conclure la paix, mais également un programme tout aussi précis d'application concrète de ces principes. Les représentants des puissances centrales ont, quant à eux, présenté un schéma de règlement qui, s'il était beaucoup moins défini, semblait susceptible d'interprétation libérale jusqu'à l'ajout de leur programme spécifique de modalités pratiques. Ce programme ne proposait aucune concession, ni à la souveraineté de la Russie ni aux préférences des populations concernées, mais signifiait en un mot que les Empires centraux devaient garder chaque pied du territoire que leurs forces armées avaient occupé ... chaque province, chaque ville, chaque point de vue constituant un ajout permanent à leurs territoires et à leur puissance.

Il est raisonnable de supposer que les principes généraux de règlement qu'ils ont d'abord suggérés ont été inspirés par les hommes d'État plus libéraux d'Allemagne et d'Autriche, des hommes qui ont commencé à ressentir la force de la pensée et du dessein de leurs peuples, tandis que les termes concrets de Le règlement réel est venu des chefs militaires qui n'ont pas d'autre idée que de garder ce qu'ils ont. Les négociations ont été interrompues. Les représentants russes étaient sincères et sincères. Ils ne peuvent pas accepter de telles propositions de conquête et de domination.

L'incident est plein de signification. C'est aussi plein de perplexité. Avec qui traitent les représentants russes? Pour qui les représentants des empires centraux parlent-ils? Parlent-ils pour la majorité de

leurs parlements respectifs ou pour les partis minoritaires, cette minorité militaire et impérialiste qui a jusqu'ici dominé toute leur politique et contrôlé les affaires de la Turquie et des États des Balkans qui se sont sentis obligés de s'associer à ces pays? guerre?

Les représentants de la Russie ont insisté très justement, avec beaucoup de sagesse et dans le véritable esprit de la démocratie moderne, pour que les conférences qu'ils organisaient avec les hommes d'État teutons et turcs se déroulent à l'intérieur de portes ouvertes et non fermées, ainsi que dans le monde entier. été public, comme on le souhaitait. À qui avons-nous écouté, alors? À ceux qui parlent l'esprit et l'intention des résolutions du Reichstag allemand du 9 juillet dernier, l'esprit et l'intention des dirigeants libéraux et des partis allemands, ou à ceux qui résistent et défient cet esprit et cette intention et insistent pour la conquête et la subjugation? Ou écoutons-nous, en fait, les deux, non réconciliés et en contradiction ouverte et sans espoir? Ce sont des questions très graves et enchevêtrées. La réponse à ces questions dépend de la paix du monde.

Mais quels que soient les résultats des pourparlers de Brest-Litovsk, quels que soient les désavantages des conseils et des intentions des porte-parole des Empires centraux, ils ont de nouveau tenté de faire connaître au monde les objectifs de la guerre et ont de nouveau remis en cause leurs intérêts. les adversaires de dire quels sont leurs objectifs et quelle sorte de règlement ils jugeraient justes et satisfaisants. Il n'ya aucune bonne raison de ne pas relever ce défi et de le traiter avec la plus grande franchise. Nous ne l'avons pas attendu. Pas une fois, mais encore et encore, nous avons exposé toute notre pensée et notre but au monde, pas seulement en termes généraux, mais chaque fois avec une définition suffisante pour indiquer clairement quels types de règlement définitifs doivent nécessairement en découler. Au cours de la dernière semaine, M.

Il n'y a pas de confusion de conseil parmi les adversaires des puissances centrales, pas d'incertitude de principe, pas de flou dans les détails. Le seul secret du conseil, le seul manque de franchise intrépide, le seul défaut de faire une déclaration précise des objets de la guerre incombe à l'Allemagne et à ses alliés. Les questions de la vie et de la mort dépendent de ces définitions. Aucun homme d'État qui a la moindre conception de sa responsabilité ne devrait se permettre un instant de continuer cet épouvantable et tragique effusion de sang et de trésor s'il n'est pas au-delà de toute aventure que les objets du sacrifice vital fassent partie intégrante de la vie même de la société et que les gens pour qui il parle les pensent comme il le faut et sont impératifs.

De plus, il existe une voix qui appelle à ces définitions de principe et de but qui, il me semble, est plus palpitante et plus convaincante qu'aucune des nombreuses voix émouvantes dont l'air troublé du monde est rempli. C'est la voix du peuple russe. Ils sont prostrés et presque impuissants, semble-t-il, devant le sombre pouvoir de l'Allemagne, qui jusqu'à présent ne savait ni relâche ni pitié. Leur pouvoir, apparemment, est brisé. Et pourtant, leur âme n'est pas soumise. Ils ne céderont ni en principe ni en action. Leur conception de ce qui est juste, de ce qui est humain et honorable à accepter, a été énoncée avec une franchise, une largeur de vue, une générosité d'esprit et une sympathie humaine universelle qui doit susciter l'admiration de tous les amis de l'humanité. ;

Ils nous appellent pour dire ce que nous désirons, en quoi, si quelque chose, notre but et notre esprit diffèrent des leurs; et je crois que le peuple des États-Unis souhaiterait que je réponde avec une simplicité et une franchise sans faille. Que leurs dirigeants actuels le croient ou non, nous souhaitons sincèrement et espérons pouvoir ouvrir une voie par laquelle nous pourrions être privilégiés d'aider le peuple russe à réaliser son plus grand espoir de liberté et de paix ordonnée.

Nous souhaitons et souhaitons que les processus de paix, lorsqu'ils sont commencés, soient absolument ouverts et qu'ils ne comportent et ne permettent plus aucune entente secrète de quelque

nature que ce soit. Le jour de la conquête et de l'agrandissement est révolu; Il en va de même pour les alliances secrètes contractées dans l'intérêt de gouvernements particuliers et susceptibles, à un moment inattendu, de bouleverser la paix dans le monde. C'est cet heureux fait, qui apparaît maintenant clairement aux yeux de tous les hommes publics dont les pensées ne sont pas encore gravées dans une ère morte et révolue, qui permet à toute nation dont les objectifs sont compatibles avec la justice et la paix du monde avouez maintenant ou à tout autre moment les objets qu'elle a en vue.

Nous sommes entrés dans cette guerre parce que des violations du droit avaient eu lieu, qui nous ont touchés très vite et ont rendu la vie de notre peuple impossible, à moins d'être corrigées et de rassurer le monde une fois pour toutes.

Ce que nous demandons dans cette guerre n'est donc rien de particulier à nous-mêmes. C'est que le monde soit en bon état et qu'il soit sécuritaire de vivre; et en particulier qu'il soit mis en sécurité pour tout pays épris de paix qui, comme le nôtre, souhaite vivre sa vie, déterminer ses propres institutions, être assuré de la justice et de la justice des autres peuples du monde, à l'encontre de la force et de la force. agression égoïste.

Tous les peuples du monde sont en réalité des partenaires de cet intérêt et, pour notre part, nous voyons très clairement que si justice n'est pas rendue aux autres, elle ne le sera pas.

Le programme de la paix dans le monde est donc notre programme; et ce programme, le seul programme possible, tout ce que nous voyons, est le suivant:

1. Il faut conclure des alliances de paix ouvertes, après lesquelles il n'y aura sûrement pas d'action internationale privée ni de décision de quelque nature que ce soit, mais la diplomatie doit toujours se dérouler de manière franche et publique.
2. Liberté absolue de navigation sur les mers, hors des eaux territoriales, comme en temps de guerre ou en temps de guerre, sauf dans le cas où les mers peuvent être entièrement ou partiellement fermées par une action internationale en vue de faire respecter les pactes internationaux.
3. La suppression, dans la mesure du possible, de toutes les barrières économiques et l'instauration d'une égalité de conditions commerciales entre toutes les nations consentant à la paix et s'associant pour son maintien.
4. Garanties adéquates données et prises que les armements nationaux seront réduits au minimum compatible avec la sécurité intérieure.
5. Un ajustement libre, ouvert d'esprit et absolument impartial de toutes les revendications coloniales, fondé sur le strict respect du principe selon lequel, dans la détermination de toutes ces questions de souveraineté, les intérêts de la population concernée doivent avoir le même poids que les revendications équitables des peuples. gouvernement dont le titre doit être déterminé.
6. L'évacuation de tout le territoire russe et le règlement de toutes les questions intéressant la Russie de manière à assurer la coopération la meilleure et la plus libre possible entre les autres nations du monde afin de lui procurer une occasion sans encombre ni embarras pour la détermination indépendante de son propre développement politique et la politique nationale, et l'assurer d'un accueil sincère dans la société des nations libres sous les institutions de son choix; et, plus qu'un accueil, une assistance de toute sorte dont elle peut avoir besoin et qu'elle

peut désirer elle-même. Le traitement accordé à la Russie par ses nations soeurs dans les mois à venir sera le test de leur bonne volonté, de leur compréhension de ses besoins distincts de leurs propres intérêts et de leur sympathie intelligente et désintéressée.

7. La Belgique, conviendra le monde entier, doit être évacuée et restaurée, sans chercher à limiter la souveraineté qu'elle partage avec toutes les autres nations libres. Aucun autre acte ne servira à rétablir la confiance des nations dans les lois qu'elles ont elles-mêmes établies et définies pour le gouvernement de leurs relations les unes avec les autres. Sans cet acte de guérison, toute la structure et la validité du droit international sont compromises à jamais.

8. Tout le territoire français devrait être libéré et les portions envahies restaurées, et le tort causé à la France par la Prusse en 1871 en matière d'Alsace-Lorraine, qui a perturbé la paix du monde pendant près de cinquante ans, devrait être réparé ordonner que la paix soit de nouveau assurée dans l'intérêt de tous.

9. Un réajustement des frontières de l'Italie devrait être effectué selon des critères de nationalité clairement reconnaissables.

10. Les peuples de l'Autriche-Hongrie, dont nous souhaitons la sauvegarde et la garantie parmi les nations, devraient bénéficier de la plus grande opportunité de développement autonome.

11. La Roumanie, la Serbie et le Monténégro devraient être évacués; territoires occupés restaurés; La Serbie a accordé un accès libre et sécurisé à la mer; et les relations des différents pays des Balkans entre eux, déterminées par des conseils amicaux suivant des lignes d'allégeance et de nationalité historiquement établies; et les garanties internationales de l'indépendance politique et économique et de l'intégrité territoriale des différents pays des Balkans devraient être prises en compte.

12. Les parties turques de l'actuel empire ottoman devraient jouir d'une souveraineté garantie, mais les autres nationalités qui sont à présent sous la domination turque devraient avoir la garantie d'une sécurité de la vie indéniable et d'une occasion absolument sans faille de développement autonome, et les Dardanelles devraient être en permanence ouvert comme un passage libre pour les navires et le commerce de toutes les nations sous des garanties internationales.

13. Il conviendrait d'édifier un État polonais indépendant comprenant les territoires peuplés sans conteste de populations polonaises, auxquelles devrait être garanti un accès libre et sécurisé à la mer, et dont l'indépendance politique et économique et l'intégrité territoriale devraient être garanties par un pacte international.

14. Une association générale de nations doit être constituée en vertu de pactes spécifiques dans le but d'offrir des garanties mutuelles d'indépendance politique et d'intégrité territoriale aux grands et aux petits États.

En ce qui concerne ces rectifications essentielles du faux et les affirmations du bien, nous nous sentons partenaires intimes de tous les gouvernements et de tous les peuples associés contre les impérialistes. Nous ne pouvons pas être séparés dans l'intérêt ou divisés dans le but. Nous sommes ensemble jusqu'à la fin.

Pour de tels accords et conventions, nous sommes disposés à nous battre et à continuer à nous battre jusqu'à ce qu'ils soient atteints. mais ce n'est que parce que nous souhaitons le droit de l'emporter et

que nous souhaitons une paix juste et stable telle qu'on ne peut l'instaurer que par l'élimination des principales provocations à la guerre, que ce programme supprime.

Nous ne sommes pas jaloux de la grandeur allemande et rien dans ce programme ne l'altère. Nous ne lui souhaitons aucune réalisation ni distinction d'apprentissage ni d'entreprise pacifique telles qu'elles aient rendu son bilan très brillant et très enviable. Nous ne souhaitons ni la blesser ni bloquer de quelque manière que ce soit son influence légitime ou son pouvoir. Nous ne souhaitons pas la combattre avec des armes ou des arrangements commerciaux hostiles, si elle est disposée à s'associer à nous et aux autres nations du monde, épris de paix, respectant les alliances de la justice et du droit, ainsi que des pratiques équitables.

Nous lui souhaitons seulement d'accepter un lieu d'égalité entre les peuples du monde - le nouveau monde dans lequel nous vivons maintenant - au lieu d'un lieu de maîtrise.

Nous ne prétendons pas non plus lui suggérer de modifier ou de modifier ses institutions. Mais il est nécessaire, il faut le dire franchement, et il est nécessaire au préalable de toute relation intelligente avec elle de notre part que nous sachions qui est le porte-parole de ses porte-parole, qu'il s'agisse de la majorité du Reichstag ou du parti militaire. et les hommes dont le credo est la domination impériale.

Nous avons certainement parlé de manière trop concrète pour que nous puissions admettre d'autres doutes ou questions. Un principe évident se retrouve dans tout le programme que j'ai décrit. C'est le principe de la justice pour tous les peuples et de toutes les nationalités et de leur droit de vivre dans des conditions égales de liberté et de sécurité les uns avec les autres, qu'ils soient forts ou faibles.

À moins que ce principe ne soit fondé, aucune partie de la structure de la justice internationale ne peut subsister. Le peuple des États-Unis ne pouvait appliquer aucun autre principe et, pour le défendre, il est prêt à consacrer sa vie, son honneur et tout ce qu'il possède. Le point culminant moral de cette guerre, la dernière et ultime guerre pour la liberté humaine, est arrivé et ils sont prêts à mettre leur propre force, leur propre objectif suprême, leur intégrité et leur dévouement à l'épreuve.